

Evaluation Management Response Document

Region: WCAR

Office: Guinea

Evaluation Year: 2022

Evaluation Title: Multi-country Formative Evaluation of the Key Result for Children (KRC) #7 (Birth Registration) for period 2018-2020. (including during the COVID-19 pandemic).

Person In Charge For Follow Up to Management Response: Andre Moussa

Overall response to evaluation

Cette évaluation visait d'une part à fournir des preuves solides sur la mesure dans laquelle les interventions concernant l'enregistrement des naissances a atteint ses objectifs vis-à-vis non seulement des partenaires financiers mais aussi des détenteurs des droits (filles, garçons et leurs preneurs de soins) qui sont censés être servis par les projets évalués (but de redevabilité), et d'autre part dégager les expériences à capitaliser pour définir des mécanismes de mise à échelle des interventions concernant l'enregistrement des naissances en Guinée (but d'apprentissage).

Planned Use of the Evaluation

Les résultats de l'évaluation seront utilisés par les différentes parties prenantes, chacune selon ses besoins. Il s'agit notamment de l'UNICEF, le MATD/DNEC, les Partenaires Techniques et Financier du secteur de l'état civil dans le pays et les Ministères techniques (santé, justice, plan) associés dans le cadre de l'interopérabilité. Pour l'UNICEF et les ministères en charge de l'Etat civil en particulier, il s'agit de fournir les évidences, les bonnes pratiques et les leçons à prendre en compte dans lors des réflexions autour de la préparation du prochain programme de coopération.

Recommendations and Actions

No.	Recommendations/Actions	Responsible Section (Action)	Responsible Person Name (Action)	Expected Completion (Action)	Mgt Response / Implementation Stage	Reason/Action Taken
1	Poursuivre le plaidoyer auprès des Ministères clés (Finances, Budget) pour une mobilisation des ressources favorables à la mise en oeuvre de la stratégie nationale de la réforme et de la modernisation de l'état civil ainsi qu'envers les autorités pour un soutien politique et un financement public pérenne de l'état civil.				Partially Agree	
1.0	Appuyer le MATD pour travailler avec les Ministères en charge des Finances et du Budget en vue d'obtenir davantage des ressources en faveur des activités l'état-civil.	Protection	Aliou Maiga	12/31/2023	Completed	Dans le cadre l'enregistrement universel de toutes les naissances, le gouvernement à travers le MATD a mis en place le programme national de recensement a vocation d'état civil doté d'un budget conséquent.
2	Accompagner le processus d'élaboration et d'adoption des protocoles d'interopérabilité avec les Ministères en charge de la justice, de la statistique, des affaires religieuses en vue de renforcer l'interopérabilité.				Disagree	
3	Engager une réflexion sur le statut des personnels de l'état civil en vue de définir un profil type d'agent de l'état civil ainsi que les conditions de recrutement et de rémunération				Disagree	
4	Renforcer et pérenniser les cadres de coordination et de concertation des interventions dans les régions, préfectures et communes en facilitant leur gestion par les services techniques déconcentrés de l'administration territoriale et les leaders communautaires.				Disagree	
5	Mettre à échelle le mécanisme d'interopérabilité santé-état civil dans toutes les structures de santé, y compris du secteur privé				Agree	
5.0	Identifier des nouvelles structures et les former sur l'interopérabilité et dotation en intrants (carnets de déclaration)	Protection	Andre Moussa,Abdc Balde	12/31/2023	Completed	A date 278 structures santé pratiquent l'interopérabilité a différent niveau avec l'appui de l'UNICEF. Des registres de naissance, des carnets de déclaration et des fiches d'identification sont régulièrement mise à disposition avec l'appui de l'UNICEF.
6	Créer dans les différentes préfectures les cadres de coordination sur l'état civil en les ancrant dans les cadres existants déjà pour assurer leur soutenabilité				Disagree	

7	Mettre en place les cellules opérationnelles de coordination des activités d'enregistrement des naissances au niveau des communes et des communautés supervisées par les sous-préfets, les maires et les leaders communautaires.			Disagree		
8	Assurer le paiement régulier des agents civils qui travaillent dans les centres d'état civil à travers une inscription régulière de leurs salaires dans les budgets communaux.			Disagree		
9	Affecter un personnel dédié à l'état civil dans les communes.			Disagree		
10	Définir et prendre en compte des indicateurs permettant d'apprécier la contribution du programme à l'accès des couches vulnérables et défavorisés à l'acte de naissance.			Disagree		
11	Comme c'est fait avec la santé, élaborer des protocoles d'interopérabilité avec les Ministères de la justice, du plan et de l'économique et le secrétariat général des affaires religieuses.			Disagree		
12	Renforcer l'implication des femmes dans les activités d'enregistrement des naissances tant au niveau communautaire qu'au niveau des activités menées en faveur des services d'état civil			Agree		
12.0	Poursuivre l'intégration de l'enregistrement des naissances dans le paquet d'activités des groupements féminins dans les zones d'intervention de l'UNICEF.	Protection	Andre Moussa, Abdc Balde	12/31/2023	Completed	— Etablissement d'au moins 3 groupements des femmes dans chaque commune de convergence. — Appuyer ces groupements pour qu'ils intègrent l'enregistrement des naissances dans leurs activités - En fin 2023, 240 groupements féminins ont intégré la thématique d'enregistrement des naissance dans leur activité.
13	Poursuivre et soutenir le plaidoyer auprès de l'Agence Nationale de Financement des Communes (ANAFIC) pour la prise en charge du fonctionnement du service état civil dans les budgets locaux à travers les plans locaux.			Disagree		
14	Soutenir le recrutement de personnel féminin et d'aider à créer un pipeline pour les capacités féminines dans le secteur de l'état civil.			Disagree		
15	Intégrer dans les budgets futurs de projets d'enregistrement les coûts relatifs au fonctionnement des cadres de coordination au niveau national et régional.			Disagree		